

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DE LA COMMUNE

N°172

PERIODE DU 1^{ER} AU 31 MAI 2018

CONSULTATION SUR PLACE :

Accueil de la Mairie 46 Avenue de Gameville 31650 Saint-Orens de Gameville – 05.61.39.00.00

Horaires : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Le vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30

ARRETES

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG04537,
Vu la demande en date du 29/05/2018 d'Orange sis 45 rue de Soupetard 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Philippe DELSOL concernant la mise à la cote d'une chambre télécom ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCOPELEC chargée de leur réalisation, sise rue Claude Chappe 31520 RAMONVILLE SAINT AGNE représentée par Monsieur Laurent BARBE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-278

ARTICLE 1

L'entreprise SCOPELEC est autorisée à occuper le trottoir au droit du n°64 de l'Avenue de la Marquaille.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **18 au 29 juin 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 31/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION À L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER DE LA
QUERQUEILLE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU la demande en date du 6 mars 2018 de Mr Bernard HERAIL, domicilié au 15, rue de la Querqueille à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier « la Querqueille » le vendredi 29 juin 2018.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « la Querqueille » organisé par Mr Bernard HERAIL et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2018 – 277

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier « la Querqueille » la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux avenue du Mail entre le n°6 et le n°36.

**DU VENDREDI 29 JUIN 2018 (18H00)
AU SAMEDI 30 JUIN 2018 (2H00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le samedi 30 juin 2018 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

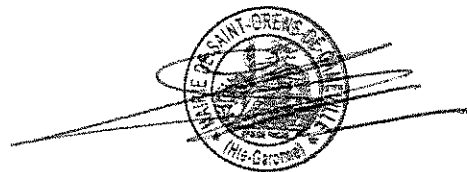
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : *30 mai 2018*

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 29 juin 2018

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION À L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER DES CARMES

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU la demande en date du 16 février 2018 de Mme Christine BOUYGUES, domiciliée au 54, chemin des Carmes à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier de la rue des Carmes le vendredi 29 juin 2018.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier des Carmes organisé par Mme Christine BOUYGUES et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2018 – 276

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier des Carmes la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux sur l'impasse des Vignes dans sa totalité.

**DU VENDREDI 29 JUIN 2018 (18H00)
AU SAMEDI 30 JUIN 2018 (2H00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le samedi 30 juin 2018 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

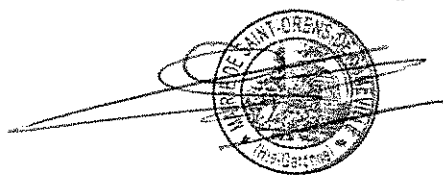
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 30 mai 2018
Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant
En publication, affichage ou notification le : 29 juin 2018

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION À L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER AVENUE DU
LAURAGAIS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU la demande en date du 28 février 2018 de Mme Anne SABADIE, domiciliée 26, rue du Lauragais à Saint-Orens de Gameville représentant les participants au repas de quartier de l'avenue du Lauragais le vendredi 29 juin 2018.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « Lauragais » organisé par Mme Anne SABADIE au nom de tous les participants à la manifestation, et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2018 – 275

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier « Lauragais », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux sur le parking situé entre le numéro 39 et le numéro 41 de l'avenue du Lauragais.

**DU VENDREDI 29 JUIN 2018 (18H00)
AU SAMEDI 30 JUIN 2018 (2H00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le samedi 30 juin 2018 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

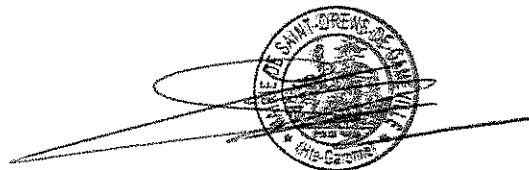
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : *30 mai 2018*
Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant
En publication, affichage ou notification le : 29 juin 2018

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION À L'OCCASION
DU REPAS DE QUARTIER
DE LA RUE DU THYM**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU la demande en date du 15 février 2018 de Mme Sophie TALOU, domiciliée au 7, rue du Thym à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier « rue du Thym » le vendredi 29 juin 2018.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « rue du Thym » organisé par Mme Sophie TALOU et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2018 – 274

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier « rue du Thym » la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux **rue du Thym**.

**DU VENDREDI 29 JUIN 2018 (18H00)
AU SAMEDI 30 JUIN 2018 (2H00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le samedi 30 juin 2018 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

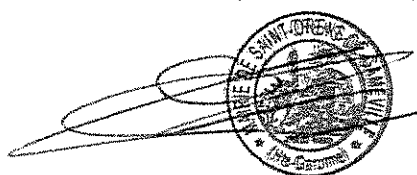
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 30 mai 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 29 juin 2018

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION A L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER RUE
DES TOURTERELLES**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande en date du 6 mai 2018 de Madame Sylvie AGUDO domiciliée 10, rue des Tourterelles à Saint-Orens, concernant l'organisation du repas de quartier Tourterelles le samedi 23 juin 2018.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier Tourterelles et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2018 - 269

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier Tourterelles, la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux rue des Tourterelles, côté impair entre le n°1 et le n°19 :

**DU SAMEDI 23 JUIN 2018 (18h00)
AU DIMANCHE 24 JUIN 2018 (2h00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le dimanche 24 juin 2018 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

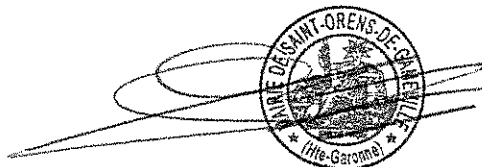
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 23 mai 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 23 juin 2018

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION A L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER
CLOS DE BEAUVOIR**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R.110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande en date du 16 février 2018 de Monsieur Jean-Louis BOSSUET domicilié 4, rue de Beauvoir à Saint-Orens, concernant l'organisation du repas de quartier « Clos de Beauvoir » le samedi 23 juin 2018.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « Clos de Beauvoir » et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2018 - 268

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier « Clos de Beauvoir », la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux rue de Beauvoir, dans sa totalité :

**DU SAMEDI 23 JUIN 2018 (18h00)
AU DIMANCHE 24 JUIN 2018 (2h00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le dimanche 24 juin 2018 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

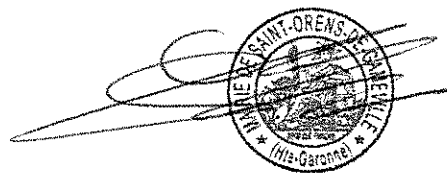
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : *29 mai 2018*

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 23 juin 2018

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION A L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER RUE
JOSEPH PEYRUSSE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

VU la demande en date du 23 mai 2018 de Monsieur Benoît Flourieusse domicilié 1, rue Joseph Peyrusse à Saint-Orens, concernant l'organisation du repas de quartier « Peyrusse » le vendredi 22 juin 2018.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « Peyrusse » et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2018 - 267

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier Tourterelles, la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux rue Joseph Peyrusse, dans sa totalité:

VENDREDI 22 JUIN 2018 DE 18H00 À MINUIT

La circulation pourra être rétablie avant minuit le vendredi 22 juin 2018 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les services municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

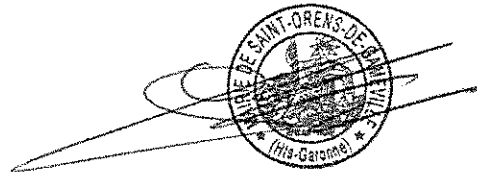
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 29 mai 2018 Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant En publication, affichage ou notification le : 22 juin 2018
--

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA
CIRCULATION A L'OCCASION DU
REPAS DE QUARTIER DE LA CHÊNAIE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

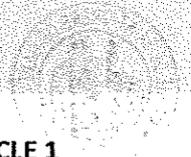
VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU la demande en date du 11 mars 2018 de Mme VERGNAULT, domiciliée au 28, rue de la Chênaie à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier « la Chênaie » le vendredi 15 juin 2018.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « la Chênaie » organisé par Mme VERGNAULT et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

**ARRÊTÉ S/N° 2018 – 266****ARTICLE 1**

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier « la Chênaie » la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux rue de la Chênaie du n°20 à l'intersection de la rue du Bousquet.

**DU VENDREDI 15 JUIN 2018 (18H00)
AU SAMEDI 16 JUIN 2018 (2H00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le samedi 16 juin 2018 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 29 mai 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 15 juin 2018

ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION A L'OCCASION DU REPAS DE QUARTIER LA MARQUEILLE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,

VU le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,

VU la demande en date du 12 mars 2018 de M. Xavier BOESPFLUG, domicilié au 84 bis avenue de la Marqueille à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du repas de quartier « la Marqueille » le samedi 9 juin 2018.

CONSIDERANT qu'il y a lieu, pour le bon déroulement du repas de quartier « la Marqueille » organisé par M. Xavier BOESPFLUG et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques de réglementer la circulation à l'occasion de cette manifestation.

ARRÊTÉ S/N° 2018 – 265

ARTICLE 1

Afin de permettre l'organisation du repas de quartier « la Marqueille » la circulation de tous les véhicules sera interdite, à l'exception des riverains, des services d'urgences et des services municipaux dans la contre-allée située entre les n°89 et 95 de l'avenue de la Marqueille :

**DU SAMEDI 9 JUIN 2018 (18H00)
AU DIMANCHE 10 JUIN 2018 (2H00)**

La circulation pourra être rétablie avant 2h00 le dimanche 10 juin 2018 sur décision des organisateurs. Cette décision pourra être prise dès lors qu'un usage normal et sécurisé de la voie sera rétabli par la constatation de la fin de la manifestation et du démontage des installations.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière sera fournie par les Services Municipaux et mise en place par l'organisateur. Les signaux seront déposés dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu et la circulation rétablie.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE.

ARTICLE 6

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

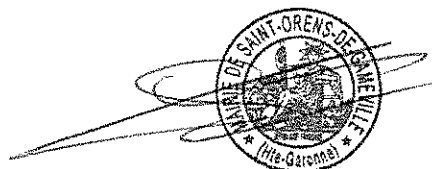
Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville
- au Commandant du SDIS

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 29 mai 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 9 juin 2018

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N° T18SOG01565 ;
Vu la demande en date du 25/05/2018 du Cycle de l'Eau sis 6 rue René Leduc 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Christophe CORDON concernant le déplacement du réseau d'eau potable dans le cadre du futur aménagement du cœur de ville ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise CEGETP chargée de leur réalisation, sise ZAC des Champs Pinsons 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE représentée par Monsieur Guillaume CABARET, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-261

ARTICLE 1

La rue des Sports sera fermée à la circulation dans le sens de la descente au droit des propriétés des n°8 et n°10 de la rue des Sports. L'emprise du chantier ne devra pas empêcher la circulation des bus scolaires dans le sens de la montée.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **04 au 15 juin 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 30/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG04233,
Vu la demande en date du 22/05/2018 du pétitionnaire ORANGE sis 45 rue de Soupetard 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Philippe DEL SOL concernant la mise à la cote d'une chambre K2C ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCOPELEC chargée de leur réalisation, sise rue Claude Chappe 31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE représentée par Monsieur Laurent BARBE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-260

ARTICLE 1

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **18 au 22 juin 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 28/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG04396,
Vu la demande en date du 25/05/2018 du pétitionnaire Cycle de l'Eau sis 1 Place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Sylvain LATASTE concernant une modification des branchements EU et EP ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise BAYOL chargée de leur réalisation, sise 19 Impasse Didier 31400 TOULOUSE représentée par Monsieur Michael CASTEX, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-259

ARTICLE 1

La société BAYOL est autorisée à occuper le trottoir au droit du n°18 de la rue du Négoce. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **02 au 20 juillet 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux Travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 28/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG04408,
Vu la demande en date du 25/05/2018 de GRDF sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Guillaume COMBEAU concernant la suppression d'un branchement gaz ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise MIDI TP chargée de leur réalisation, sise 9 Avenue Pierre Semard 31600 SEYSSES représentée par Monsieur Julien DUBREUCQ, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-258

ARTICLE 1

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10. L'alternat mis en place devra être en cohérence avec le fonctionnement des feux tricolores de l'intersection Avenue de Toulouse / Rue de Lalande et permettra un temps d'attente minimum pour les véhicules circulant en direction de la commune de Labège afin d'éviter toute congestion de circulation sur l'Avenue de Toulouse.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **25 au 26 juin 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 28/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

Vu la demande présentée par **Monsieur Christian PIETROWSKI**,
en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer du caveau familial situé dans le cimetière Nazan de Saint-Orens de Gameville, emplacement O/2, concession n° 2013011, le corps de :
- Monsieur Michel PIETROWSKI, son fils, décédé le 15 juillet 2013,

Considérant que Monsieur Christian PIETROWSKI est le plus proche parent et que les Pompes funèbres Saint Pierre à Revel (Haute-Garonne) ont été désignées en qualité de mandataire pour le représenter les jour et heure de l'exhumation,

ARRETE S/N° A 2018-257

ARTICLE 1

Autorisons le demandeur à faire procéder à l'exhumation et au transfert du cercueil en vue de sa réinhumation dans le cimetière de la commune de Lattes (Hérault).

ARTICLE 2

Ces opérations auront lieu le 01 juin 2018 à 8 h, en présence du pétitionnaire *ou* de son mandataire.

L'opérateur funéraire habilité à l'exécution de cette opération sont les Pompes funèbres Saint-Pierre à Revel (Haute-Garonne).

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame **Josiane LASSUS PIGAT**

Conseillère municipale déléguée

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 31/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 31/05/2018

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG04187,
Vu la demande en date du 18/05/2018 du pétitionnaire ENEDIS Pole Ingénierie sis 106 rue des Troènes 31019 TOULOUSE représenté par Monsieur Benjamin BOUSQUET concernant le renforcement du réseau basse tension ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SPIE SUD OUEST chargée de leur réalisation, sise Avenue de Pradier 31120 PORTET-SUR-GARONNE représentée par Monsieur Benoît BERMOND, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-256

ARTICLE 1

La société SPIE SUD OUEST est autorisée à occuper le trottoir au droit du n°18 de la rue du Négoce. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **08 au 29 juin 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG04306,
Vu la demande en date du 23/05/2018 du pétitionnaire ORANGE sis rue Claude Chappe 31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE représenté par Monsieur Jean-Sébastien BEDIEE concernant la création d'une tranchée sous trottoir pour raccordement téléphonique ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCOPELEC chargée de leur réalisation, sise rue Claude Chappe 31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE représentée par Monsieur Zelio FARIA, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-255

ARTICLE 1

La société SCOPELEC est autorisée à occuper le trottoir au droit du n°45 de la rue du Bousquet.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation règlementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **11 au 15 juin 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG04230,
Vu la demande en date du 22/05/2018 d'Orange sis 100 Chemin de Gabardie 31200 TOULOUSE représenté par Monsieur Yves GENTIL concernant une réfection de chaussée à la demande de Toulouse Métropole ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCOPELEC chargée de leur réalisation, sise rue Claude Chappe 31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE représentée par Monsieur Zelio FARIA, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-254

ARTICLE 1

La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **18 au 29 juin 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 25/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication: affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à :

Madame Georgette BEAUTE épouse PÉRAL
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 23 juin 2018 à
11 heures 30 minutes, entre :

Madame Sylvie, Jeanine, Michèle MANNÉ ROUMIGUIER et Monsieur Jacques, René LALANE.

ARRETE S/N° A 2018-253

ARTICLE 1

Madame Georgette BEAUTE épouse PÉRAL est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux fonctions d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 23 juin 2018 à 11 heures 30 minutes, entre Madame Sylvie, Jeanine, Michèle MANNÉ ROUMIGUIER et Monsieur Jacques, René LALANE.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Orens de Gameville, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **29 MAI 2018**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **30 MAI 2018**

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG04138,
Vu la demande en date du 17/05/2018 du Cycle de l'Eau de Toulouse Métropole sis 1 place de la Légion d'honneur 31505 TOULOUSE représenté par Monsieur Sylvain LATASTE concernant des travaux de branchement d'eaux usées et d'eau potable ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise GIESPER chargée de leur réalisation, sise 24 Avenue Georges Pompidou 31133 BALMA représentée par Monsieur Franck NAVARRO, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-252

ARTICLE 1

Dans une première phase, la rue des Mûriers sera barrée entre les n°5 et les n°9. Une déviation sera mise en place sur la partie de la rue des Mûriers située entre la rue des Chasselas et l'Avenue de Gameville, l'Avenue de Gameville et l'Avenue Augustin Labouilhe.

Dans une deuxième phase, la circulation de tous les véhicules sur la rue des Mûriers et la rue des Chasselas s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **01 au 15 juin 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/05/2018


Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Michel DEJEAN, Gérant, de la Société Mode Technique, domiciliée 29, chemin Laurent, 31140 AUCAMVILLE, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, 1, place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Festival des Arts Numériques :

- Le vendredi 25 mai 2018 de 21h30 à 23h59.
- Le samedi 26 mai 2018 de 00h00 à 02h00 et de 21h30 à 23h59.
- Le dimanche 27 mai 2018 de 00h00 à 02h00.

Nom et signature de l'intéressé :

DEJEAN 

Le 24/05/18

ARRETE S/N° A 2018-249

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 15 mai 2018, par Monsieur Michel DEJEAN, Gérant, de la Société Mode Technique, domiciliée 29, chemin Laurent, 31140 AUCAMVILLE.

ARTICLE 1 :

Monsieur Michel DEJEAN, Gérant, de la Société Mode Technique, domiciliée 29, chemin Laurent, 31140 AUCAMVILLE, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, 1, place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Festival des Arts Numériques :

- Le vendredi 25 mai 2018 de 21h30 à 23h59.
- Le samedi 26 mai 2018 de 00h00 à 02h00 et de 21h30 à 23h59.
- Le dimanche 27 mai 2018 de 00h00 à 02h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

**Serge JOP
Adjoint au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : le 22 mai 2018.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 16/05/2018 du pétitionnaire Monsieur Jean-Yves PANDELE sis 11 rue de la Désirade 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE concernant le dépôt d'une benne sur la voie publique ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-248

ARTICLE 1

Le dépôt d'une benne sur le domaine public pour l'évacuation de gravats est autorisé au droit de la propriété du n°11 de la rue de la Désirade. Afin de sécuriser la circulation sur la voie publique, l'emplacement de la benne devra être le plus éloigné possible du virage situé à proximité de cette propriété.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **04 juin au 03 août 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 22/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

**ARRETE MUNICIPAL PERMANENT
PORTANT REGLEMENTATION DU
STATIONNEMENT
DESIGNATION DES EMPLACEMENTS RESERVES
AUX LIVRAISONS**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE.

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1 et suivants, et L.2213-1 et suivants ;

Vu le Code de la route et notamment les articles L.325-1, L.411-1, L.411-6, R.110-1, R.411-2, R.417-10 I, III-4;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n°24176 accordée à Monsieur JACQUEL.

CONSIDERANT qu'il convient de réglementer des emplacements aménagés pour les livraisons pour permettre le bon fonctionnement de l'activité économique et de limiter la gêne que ces opérations peuvent apporter à la circulation générale,

CONSIDERANT, eu égard aux nécessités de la circulation et de la protection de l'environnement, qu'il convient de faciliter le partage de l'espace public tout en veillant à la sécurité de l'ensemble des usagers,

CONSIDERANT qu'il convient cependant de mettre à la disposition des livreurs, des emplacements permettant d'arrêter ou de stationner leurs véhicules dans les meilleures conditions,

ARRETE S/N° A 2018-247

ARTICLE 1:

Est abrogé et remplacé à compter de la publication du présent arrêté municipal, l'arrêté municipal permanent numéro 24019 du 01 avril 2015.

ARTICLE 2 :

Des emplacements de stationnement, réservés aux livraisons, sont instaurés sur la commune afin de permettre les livraisons dans les lieux définis ci-dessous :

- Devant le 3, place de la Poste (1 emplacement).
- Face au 4, place de la Poste (1 emplacement).
- 02, rue Pablo Neruda (1 emplacement).
- Devant le 4, rue des Mûriers (1 emplacement).
- Devant le 4 B, rue Rosa Parks (1 emplacement).
- Devant le 1, rue des Lauriers (1 emplacement).
- Devant le 15, rue des Lauriers (1 emplacement)
- Avenue des Améthystes, Groupe scolaire Corail, aire livraison cuisines centrales (2 emplacements).

ARTICLE 3 :

La signalisation réglementaire correspondante, de type B6a1 et M6 et un marquage au sol conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sera mise en place, implantée et entretenue par Toulouse Métropole.

ARTICLE 4 :

Les dispositions définies par l'article 2 prendront effet le jour de la mise en place de l'ensemble de la signalisation prévue à l'article 3 ci-dessus.

ARTICLE 5 :

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 :

Conformément à l'article R.421-1 et suivant du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché dans la Commune de Saint- Orens de Gameville.

ARTICLE 8 :

Monsieur le Maire de la commune de Saint- Orens de Gameville (la Police Municipale), le Commandant du Groupement de Gendarmerie Nationale de la Haute-Garonne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, le 15 mai 2018.

Le Maire
Par délégation

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le 15 mai 2018.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 28 MAI 2018

En publication, affichage ou notification le :

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION À TITRE
DÉROGATOIRE DE L'ORGANISATION
D'UN BARBECUE LORS DE LA FÊTE DES
ENFANTS LE SAMEDI 23 JUIN 2018**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la demande de l'Amicale Laïque en date du 16 janvier 2018 représentée par son Président, Monsieur Sylvain RAYNAL domicilié 36, rue des Seychelles – 31650 SAINT-ORENS, pour l'organisation d'un barbecue lors de la fête des enfants le samedi 23 juin 2018 dans le parc de Catala

VU l'arrêté d'occupation privative sans emprise du domaine public délivrée le 18 mai 2018,

VU l'arrêté municipal permanent d'interdiction de camping sauvage, de bivouac, de feux de camps et de plein air diurne et nocturne n°22105 en date du 25 juin 2013,

VU les préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

VU la configuration du terrain où doit se tenir cette manifestation,

VU l'arrêté municipal n° 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire, en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants et associatifs.

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police d'assurer le bon ordre et la sécurité des manifestations.

ARRETE S/N° 2018-246

ARTICLE 1

Madame le Maire autorise l'organisation d'un barbecue par l'Amicale Laïque, le samedi 23 juin 2018, dans le parc de Catala à titre dérogatoire de l'arrêté municipal permanent d'interdiction de camping sauvage, de bivouac, de feux de camps et de plein air diurne et nocturne numéro 22105 en date du 25 juin 2013.

ARTICLE 2

Durant l'organisation de son barbecue, le Président de l'Amicale Laïque est tenu de respecter les prescriptions ci-après:

1 – Interdire l'utilisation de matières plastiques pour alimenter le foyer, tous matériaux de synthèse produisant des fumées hautement toxiques et de carburant.

2 – N'utiliser que du bois d'origine naturelle dépourvu de clous, vis ou pointes (exemple palette à exclure).

3 – Contrôler les flammes trop hautes afin d'éviter les brûlures sur le jeune feuillage.

4 – Maintenir le public loin du foyer par des barrières de foule à une distance minimum de 5 mètres.

5 – Désigner des responsables munis chacun de seaux d'eau, extincteurs, couvertures (en cas de feu sur une personne).

6 – Informer les responsables de la sécurité (désignés par les organisateurs) du numéro d'appel des Sapeurs Pompiers, de l'emplacement du poste téléphonique le plus proche et du numéro d'appel du SAMU.

7 – Réserver un accès facile des secours en interdisant le stationnement sur la voie d'accès proche de l'emplacement choisi.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE. Une ampliation en sera adressée au Président de l'Amicale Laïque.

ARTICLE 5

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
- Mesdames et Messieurs les agents de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS,
- au pétitionnaire.

Serge JOP
Adjoint au Maire



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24.05.2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 23.06.2018

**ARRÊTÉ MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT RÉGLEMENTATION À TITRE
DÉROGATOIRE DE L'ORGANISATION
D'UN BARBECUE LORS DE L'ÉVÈNEMENT
« LE PIQUE-NIQUE DU PÈRE LUTIN » LE
DIMANCHE 3 JUIN 2018**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU l'article L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la demande du Monsieur Frédéric DULIN, gérant de la Sarl DL, 1 impasse Dordac à Saint-Orens de Gameville, en date du 20 avril 2018, souhaitant organiser un barbecue dans le cadre de la manifestation « le pique-nique du Père Lutin » le dimanche 3 juin 2018 sur le parking du centre commercial Les Arcades,

VU l'arrêté municipal permanent d'interdiction de camping sauvage, de bivouac, de feux de camps et de plein air diurne et nocturne n°22105 en date du 25 juin 2013,

VU les préconisations du Service Départemental d'Incendie et de Secours,

VU la configuration du terrain où doit se tenir cette manifestation,

VU l'arrêté municipal n° 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire, en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants et associatifs.

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police d'assurer le bon ordre et la sécurité des manifestations.

ARRETE S/N° 2018-245

ARTICLE 1

Madame le Maire autorise l'organisation d'un barbecue par Monsieur Frédéric Dulin, le dimanche 3 juin 2018, sur le parking privé du centre commercial les Arcades à titre dérogatoire de l'arrêté municipal permanent d'interdiction de camping sauvage, de bivouac, de feux de camps et de plein air diurne et nocturne numéro 22105 en date du 25 juin 2013.

ARTICLE 2

Durant l'organisation de son barbecue, Monsieur Frédéric Dulin est tenu de respecter les prescriptions ci-après:

1 – Interdire l'utilisation de matières plastiques pour alimenter le foyer, tous matériaux de synthèse produisant des fumées hautement toxiques et de carburant.

2 – N'utiliser que du bois d'origine naturelle dépourvu de clous, vis ou pointes (exemple palette à exclure).

3 – Maintenir le public loin du foyer par des barrières de foule à une distance minimum de 5 mètres.

4 – Désigner des responsables munis chacun de seaux d'eau, extincteurs, couvertures (en cas de feu sur une personne).

5 – Informer les responsables de la sécurité (désignés par les organisateurs) du numéro d'appel des Sapeurs Pompiers, de l'emplacement du poste téléphonique le plus proche et du numéro d'appel du SAMU.

6 – Réserver un accès facile des secours en interdisant le stationnement sur la voie d'accès proche de l'emplacement choisi.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Le présent arrêté sera affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE. Une ampliation en sera adressée à Mr Frédéric DULIN.

ARTICLE 5

- Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
- Mesdames et Messieurs les agents de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6

Ampliation du présent arrêté sera adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS,
- au pétitionnaire.

Serge JOP
Adjoint au Maire



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24.05.2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 03.06.2018

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU
DOMAINE PUBLIC COMMUNAL POUR
L'ORGANISATION DE LA FETE DES
ENFANTS LE SAMEDI 23 JUIN 2018
PARC DE CATALA**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

VU la demande de l'Amicale Laïque en date du 16 janvier 2018 représentée par son Président, Monsieur Sylvain RAYNAL domicilié 36, rue des Seychelles – 31650 SAINT-ORENS, pour l'organisation de la fête des enfants dans le parc de Catala, propriété de la ville de Saint-Orens, le samedi 23 juin 2018,

VU l'avis des services municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

VU l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Etienne LOURME, adjoint au maire, portant le numéro 24174 du 2 juin 2015.

ARRETE S/N° 2018-244

ARTICLE 1

Le pétitionnaire Monsieur Sylvain RAYNAL, représentant l'association Amicale Laïque, est autorisé à occuper le parc de Catala, domaine public communal, pour l'organisation de la fête des enfants conformément à sa demande.

ARTICLE 2

L'occupation du domaine public est accordée gratuitement.

ARTICLE 3

La présente autorisation est strictement personnelle, ne peut être cédée et le titulaire de l'autorisation restera responsable des conséquences de ladite occupation.

ARTICLE 4

La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité à la première réquisition de l'administration. S'il y a lieu elle pourra faire l'objet de poursuites pour contravention de grande voirie.

ARTICLE 5

La présente autorisation est accordée du samedi 23 (6h00) au dimanche 24 juin 2018 (2h00) dans le parc de Catala. Sa durée ne saurait en aucun cas dépasser la date fixée et l'occupation de plein droit à l'issue de la période autorisée.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7

Le pétitionnaire sera tenu, en outre, de se conformer à toutes les prescriptions générales ou particulières existantes ou à venir sur la gestion du domaine public qui pourraient lui être ordonnées par les agents de l'Etat ou de la Commune. L'inobservation de ces prescriptions pourra entraîner la résiliation de la présente autorisation.

Les agents de l'Etat ou de la Commune auront constamment libre accès à l'emprise faisant l'objet de la présente autorisation.

ARTICLE 8

Sans préjudice des prescriptions légales et réglementaires, il est rappelé au pétitionnaire qu'il devra impérativement :

- Disposer d'une assurance en responsabilité civile couvrant la manifestation,
- Mettre scrupuleusement en œuvre les moyens prévus pour la sécurité de la manifestation. En cas d'accident, le pétitionnaire devra être en mesure de contacter les secours par tout moyen à sa disposition et par ailleurs être en mesure de les accueillir en maintenant une voie libre de 4 m de large et 3.5 m de hauteur,

Un procès verbal sera dressé par les agents assermentés en cas d'infraction.

ARTICLE 9

La présente autorisation d'occupation temporaire du domaine public n'est pas constitutive de droits réels, en application des articles L.2122-2 et 3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.

ARTICLE 10

Le présent arrêté devra être affiché sur site pendant la manifestation.


ARTICLE 11

Dans un délai de deux mois à compter de sa notification, la présente autorisation pourra être déférée devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

ARTICLE 12

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie Nationale,
- à la Police Municipale de Saint-Orens de Gameville,
- au Commandant du SDIS.
- au pétitionnaire.

Etienne LOURME
Adjoint au Maire

Travaux, Voirie,
Entretien des bâtiments publics,
Réseaux et Cimetières

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18 mai 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 23 juin 2018

Demande déposée le 13/02/2018	
Par :	S.A.S BESSON CHAUSSURES
Demeurant à :	1 RUE DES FRERES MONTGOLFIER 63170 AUBIERE
Représenté par :	Monsieur GIREAU FRANCOIS
Pour :	Aménager un établissement à l'enseigne « BESSON CHAUSSURES »
Sur un terrain sis :	5 ALLEE DES CHAMPS PINSONS BY 85

N° AT 031 506 18 00002

Catégorie : 1

Type : M

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée ;

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 27/03/2018,

Vu l'avis favorable assorti de prescriptions de la Commission consultative Départementale de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées, en date du 10/04/2018,

Considérant que c'est à tort et par erreur qu'il a été indiqué dans l'arrêté n° A 2018-208 que la date de l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP est le 02/06/2015,

Considérant que c'est à tort et par erreur qu'il n'a pas été indiqué dans l'arrêté n° A 2018-208, article 2, que les prescriptions inscrites dans l'avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP en date du 27/03/2018 doivent être respectées.

Considérant que cette erreur ne remet pas en cause l'application des dispositions réglementaires,

Considérant en conséquence qu'il y a lieu pour l'administration de rectifier cette erreur,

ARRETE S/N° A 2018-243

ARTICLE 1

L'autorisation de travaux pour le projet décrit dans la demande susvisée est RECTIFIEE.

ARTICLE 2

Les prescriptions émises par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP dans son avis en date du 27/03/2018 doivent être respectées.

Les prescriptions énoncées dans l'arrêté n°A 2018-152 autorisant les travaux sont maintenues et doivent être respectées.

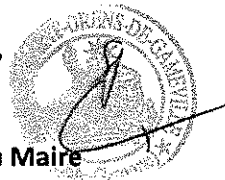
ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Le 24 MAI 2018

Serge JOP,



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24 MAI 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 28 MAI 2018

En publication, affichage ou notification le :

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles R.2213-40 à R.2213-42,

Vu la demande présentée par **Mme NORVAL Gisèle veuve BUCHE**, en vue d'obtenir l'autorisation d'exhumer de la case de columbarium située dans le cimetière Nazan de Saint-Orens de Gameville, emplacement SC/1, concession n° 2014007, les cendres de Monsieur Gérard BUCHE, son époux, décédé le 27 septembre 2016.

Considérant que **Mme NORVAL Gisèle veuve BUCHE** est le plus proche parent,

ARRETE S/N° A 2018-242

ARTICLE 1

Autorisons le demandeur à faire procéder à l'exhumation de ces cendres en vue de leur réinhumation dans le cimetière de Croix Daurade à Toulouse (Haute-Garonne).

ARTICLE 2

L'opération d'exhumation aura lieu le 22 mai 2018 à 15h30 ; l'opération d'inhumation à Toulouse aura lieu le même jour, en présence du pétitionnaire *ou* de son mandataire.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Madame Josiane LASSUS PIGAT,



Conseillère municipale déléguée

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 18 mai 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 18 mai 2018

En publication, affichage ou notification le :

**RETRAIT DE
DECLARATION PREALABLE**

DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 21/03/2018

N° DP 031 506 18 00026

Par : Monsieur FERNANDEZ SANCHEZ Miguel Angel

Représenté par :

**Demeurant à : 20 RUE DES PRADELETS
31650 ST ORENS DE GAMEVILLE**

Pour : EXTENSION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE

**Sur un terrain sis : 20 RUE DES ROITELETS
BO 212p**

Surface de plancher

créée : 19.50 m²

existante : 83 m²

Nb de logements : 1

Nb de bâtiments : 1

Destination : HABITATION

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la déclaration préalable susvisée délivrée en date du 19/04/2018,

Vu le courrier de Monsieur FERNANDEZ SANCHEZ Miguel Angel en date du 23 avril 2018 demandant le retrait de l'arrêté susvisé,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Considérant que les travaux de construction n'ont pas commencé,

ARRETE S/N° 2018- 241

ARTICLE UNIQUE

La déclaration préalable est RETIREE pour le projet décrit dans la demande susvisée.



Adjoint au Maire

**Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 24 MAI 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 30 MAI 2018

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur David BRACHET, Président, Saint- Orens Badminton, domicilié Maison des Associations 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint- Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, Gymnase René Cassin, avenue des Carabènes, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la manifestation « Tournoi SOBAD » :

- Le samedi 23 juin 2018 de 07h00 à 23h59.
- Le dimanche 24 juin 2018 de 00h00 à 18h00.

Nom et signature de l'intéressé :

Le *04/06/2018*

ARRETE S/N° A 2018-240

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 02 mai 2018, par Monsieur David BRACHET, Président, Saint- Orens Badminton, domicilié Maison des Associations 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur David BRACHET, Président, Saint- Orens Badminton, domicilié Maison des Associations 42, avenue Augustin Labouilhe, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, Gymnase René Cassin, avenue des Carabènes, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la manifestation « Tournoi SOBAD » :

- Le samedi 23 juin 2018 de 07h00 à 23h59.
- Le dimanche 24 juin 2018 de 00h00 à 18h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

**Serge JOP
Adjoint au Maire**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : le 11 mai 2018.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG03792,
Vu la demande en date du 03/05/2018 de GRDF sis 16 rue Sébastopol 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Laurent GAVEGLIO concernant la création d'une amorce gaz afin de sortir de l'emprise des travaux de voirie ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise BOUYGUES E&S chargée de leur réalisation, sise 1 Allée de Longuetterre 31151 MONTRABE représentée par Monsieur Vincent MARINI, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-239

ARTICLE 1

La société BOUYGUES E&S est autorisée à occuper une voie de circulation au droit du n°12 de l'Avenue de Revel. La circulation de tous les véhicules s'effectuera par voie unique à sens alterné. L'alternat sera réglé par feux ou signaux manuels K10.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **28 mai au 1er juin 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG03835,
Vu la demande en date du 04/05/2018 de Toulouse Métropole Direction MGR sis 2 Impasse Brémond 31200 TOULOUSE représenté par Monsieur Didier COMORGE concernant la création de génie civil en tranchées pour réseau télécom et réseau éclairage ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise MIDI TP chargée de leur réalisation, sise 9 Avenue Pierre Semard 31600 SEYSSES représentée par Monsieur Christophe MONGE, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-238

ARTICLE 1

Entre l'intersection avec le chemin de Monfalcou et la limite communale avec Toulouse, le chemin des Tuileries sera fermé à la circulation exceptés pour les véhicules de chantier liés aux travaux de la Maison Internationale des Arts Martiaux de Saint-Orens et pour les véhicules devant accéder aux jardins familiaux d'En Prunet. Une déviation sera mise en place par le chemin de Cayras (D54), l'Avenue de Gameville et l'Avenue de la Marcaissonne (D16).

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu du **22 mai au 13 juillet 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie

Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le : .

Demande déposée le 28/02/2018, complétée le 03/03/2018, 05/03/2018 et le 16/04/2018.		N° PC 031 506 18 00006	
Par :	SCI LES 3 SOULANE	Surface de plancher	
Demeurant à :	12 RUE CLAUDE NOUGARO 31570 STE FOY D AIGREFEUILLE	créée :	123.40 m ²
Représenté par :	Madame EUILLET FABIENNE	existante :	287.60 m ²
Pour :	Aménagement d'une maison individuelle et d'un hangar existant en quatre logements.	Nb de logements :	4
Sur un terrain sis :	1 ROUTE DE LAUZERVILLE AP 21	Nb de bâtiments :	1
		Destination :	Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,
Vu l'avis de Toulouse Métropole, direction Cycle de l'eau, en date du 09/04/2018,
Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, Pôle Territorial Est, gestionnaire de la voirie et de l'espace public, en date du 10/04/2018,
Vu l'avis favorable d'ENEDIS, gestionnaire du réseau électrique, en date du 06/04/2018, émis sur la base d'une puissance de raccordement de 36 kVa,
Vu l'avis favorable de Toulouse Métropole, Domaine Service Gestion des routes Métropolitaines, en date du 11/04/2018,

ARRETE S/N° A 2018-237

ARTICLE 1 :

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 :

Le projet prévoit la réalisation d'un local de stockage et d'une aire de présentation. La collecte sera assurée ne bordure de la route de Lauzerville.

La dotation en bacs roulants sera de :

1 bac de 660 litres pour la collecte des ordures ménagères

1 bac de 660 litres pour la collecte sélective.

Le local de stockage d'une surface minimum de 4 m2 sera réalisé sur l'unité foncière et devra être clos, couvert, ventilé, doté d'un point d'eau et d'un siphon de sol permettant



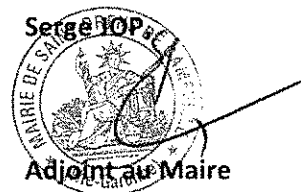
d'entreposer le nombre de bacs roulants nécessaires au stockage des ordures ménagères entre 2 enlèvements consécutifs.

L'aire de présentation d'une surface minimum de 3 m² sera réalisée sur l'unité foncière, en bordure de la voie publique, de manière à permettre le stockage des contenants de collecte sans encombrer le domaine public avant et après la collecte. Cette aire sera constituée d'une surface plane, cimentée, pourvue d'un bateau d'accès de un mètre de bordure basse et de rampants de 1.5 m de part et d'autre (hauteur de la bordure basse 0.02 m au-dessus du fil d'eau du caniveau). Elle sera délimitée côté trottoir par une bordurette (0.03 m de vue afin d'assurer le blocage des contenants de collecte).

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **24 MAI 2018**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **31 MAI 2018**

En publication, affichage ou notification le : **05 JUIN 2018**

Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

[illegible]

DELIVREE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 24/04/2018	N° DP 031 506 18 00040
Par : Madame GONZALEZ Purification	Surface de plancher
Représenté par :	créée : 19.50 m²
Demeurant à : 20 RUE DES PRADELETS	existante : 83.50 m²
31650 ST ORENS DE GAMEVILLE	
Pour : EXTENSION D'UNE MAISON INDIVIDUELLE	
Sur un terrain sis : 20 RUE DES PRADELETS	Destination : HABITATION
BO 212p	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la déclaration préalable susvisée,**Vu** l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,**Vu** le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,**Considérant** que l'article UB-11 du plan local d'urbanisme dispose que : « pour être autorisé, tout projet d'aménagement de construction déjà existante, de même que toute construction nouvelle doit garantir : la recherche d'une certaine unité de style, forme, volume de proportions de matériaux, de couleurs,... »**Considérant** que le projet ne précise pas l'aspect de l'extension,**Pour** ces motifs,**ARRETE S/N° A 2018-236****ARTICLE 1**

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non-opposition sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTION

L'extension devra prévoir les mêmes matériaux et les mêmes couleurs que la construction existante.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **24 MAI 2018**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **01 JUIN 2018**

En publication, affichage ou notification le : **05 JUIN 2018**

Observations :

1- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont la non-opposition à la déclaration préalable est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

2- La présente décision ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du

bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la demande en date du 07/05/2018 de l'agence SPORTING IMMOBILIER sise 272 Route de Launaguet 31200 TOULOUSE représentée par Monsieur Lionel ZARAGOZA concernant le passage d'un camion pour le ramassage de déchets de taille de haie ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-235

ARTICLE 1

Le passage d'un camion pour le ramassage de déchets de taille de haie est autorisé sur le domaine public de l'Avenue de Revel à proximité de l'intersection avec l'Allée de Tardieu.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 3

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 4

La modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté aura lieu du **22 au 25 mai 2018**.

ARTICLE 5

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

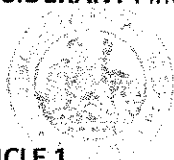
**ARRETE MUNICIPAL TEMPORAIRE
PORTANT REGLEMENTATION DU
STATIONNEMENT
SUR PARKING DU CIMETIERE
RUE DU NINARET**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

- VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétées et modifiée par la loi n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983,
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2 et L.2213-1 à 2213-4,
- VU** le Code de la Route et notamment ses articles R 110-1 et suivants et R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28 et R.417 et suivants,
- VU** le Code Pénal et notamment son article R.610-5,
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,
- VU** l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature accordée à M. Fabien JACQUEL adjoint au maire, portant le numéro 24176 du 2 juin 2015,
- VU** l'avis des Services Municipaux pour assurer la sécurité des biens et des personnes,

CONSIDERANT qu'il y a lieu pour accueillir les véhicules des forains participant à la fête locale 2018 et pour la sécurité des usagers des voies et places publiques, de réglementer le stationnement sur le parking du cimetière – rue du Ninaret

CONSIDERANT l'intérêt général.



ARRETE 2018 - 234

ARTICLE 1

Afin de permettre l'accueil des véhicules des forains participant à la fête locale 2018, le stationnement de tous types de véhicules sera interdit, à l'exception des forains, des services d'urgences et des services municipaux sur le parking du cimetière – rue du Ninaret.

**DU LUNDI 7 MAI 2018 – 10H00
AU
LUNDI 14 MAI 2018 – 17H00**

L'accès au foyer la Demeure sera maintenu en permanence pour les services d'urgence, le personnel du Foyer et les visiteurs.

ARTICLE 2

La signalisation réglementaire conforme à l'Instruction Ministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par les services de la ville de Saint-Orens.

Les signaux en place seront déposés et la circulation rétablie dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place auront disparu.

ARTICLE 3

Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication.

ARTICLE 5

Monsieur le Directeur Général des Services de la commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
Mesdames et Messieurs les gardiens de la Police Municipale de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie, affiché et publié dans la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE, et copie adressée :

- au Commandant de la Brigade de Gendarmerie,
- au Commandant du SDIS,
- à la Police Municipale.

Fabien JACQUEL
Adjoint au Maire



Mobilité urbaine et Transports

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 7 mai 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : néant

En publication, affichage ou notification le : 7 mai 2018

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Serge MEXES, Président, Saint Orens Pétanque Club, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, Place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Festival des Arts Numériques :

- Le jeudi 24 mai 2018 de 17h à 21h30.
- Le vendredi 25 mai 2018 de 17h à 21h30.
- Le samedi 26 mai 2018 de 17h à 21h30.

Nom et signature de l'intéressé :

MEXES 

Le 03-05-18

ARRETE S/N° A 2018-233

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 02 mai 2018, par Monsieur Serge MEXES, Président, Saint Orens Pétanque Club, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur Serge MEXES, Président, Saint Orens Pétanque Club, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion du Festival des Arts Numériques :

- Le jeudi 24 mai 2018 de 17h à 21h30.
- Le vendredi 25 mai 2018 de 17h à 21h30.
- Le samedi 26 mai 2018 de 17h à 21h30.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

Serge JOP
Adjoint au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : le 03 mai 2018.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Serge MEXES, président, du Comité des Fêtes de Saint Orens, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, à Saint-Orens de Gameville, place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la Fête Locale :

- Le jeudi 10 mai 2018, de 15H00 à 23h59.
- Le vendredi 11 mai 2018 de 00h00 à 02h00 et de 17h00 à 23h59.
- Le samedi 12 mai 2018 de 00h00 à 02h00 et de 15h00 à 23h59.
- Le dimanche 13 mai 2018, de 00h00 à 02h00 et de 15h00 à 20h00.

Nom et signature de l'intéressé :

MEXES Serge



Le 9.5.18

ARRETE S/N° A 2018-232

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 02 mai 2018 par, Monsieur Serge MEXES, président, du Comité des Fêtes de Saint Orens, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur Serge MEXES, président, du Comité des Fêtes de Saint Orens, domicilié 46, avenue de Gameville, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, place Jean Bellières, à Saint-Orens de Gameville, à l'occasion de la Fête Locale :

- Le jeudi 10 mai 2018, de 15H00 à 23h59.
- Le vendredi 11 mai 2018 de 00h00 à 02h00 et de 17h00 à 23h59.
- Le samedi 12 mai 2018 de 00h00 à 02h00 et de 15h00 à 23h59.
- Le dimanche 13 mai 2018, de 00h00 à 02h00 et de 15h00 à 20h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

Serge JOP
Adjoint au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03 mai 2018.

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants

Madame le Maire,

Je soussigné, Monsieur Frédéric DULIN, Gérant de la Sarl DL, SPAR Supermarché, domicilié Centre Commercial Les Arcades, 1, impasse Dordac, 31650 Saint-Orens de Gameville, ai l'honneur de solliciter de votre bienveillance l'autorisation d'établir un débit de boisson temporaire, Centre Commercial Les Arcades, 1, impasse Dordac, à Saint Orens de Gameville, à l'occasion d'une Manifestation Commerciale :

- Le dimanche 03 juin 2018, de 12h00 à 19h00.

Nom et signature de l'intéressé :

DULIN Frédéric

Le *24/05/2018*

ARRETE S/N° A 2018-231

Le Maire de la Commune de SAINT ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de Monsieur le Préfet sur la police des lieux publics, pris en applications des articles L.3335-1 et L.3335-4 du Code de la santé publique.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2214-4 et L.2542-8,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment, les articles L.3334-2 et L.3352-5,

Vu l'arrêté municipal le numéro 2017-87 du 10 mars 2017 portant délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP, adjoint au Maire en matière d'urbanisme et d'aménagement urbain, de logement, de sécurité, de prévention, de communication, du protocole, de la défense, des anciens combattants.

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boisson temporaire présentée le 02 mai 2018, par Monsieur Frédéric DULIN, Gérant de la Sarl DL, SPAR Supermarché, domicilié Centre Commercial Les Arcades, 1, impasse Dordac, 31650 Saint-Orens de Gameville.

ARTICLE 1 :

Monsieur Frédéric DULIN, Gérant de la Sarl DL, SPAR Supermarché, domicilié Centre Commercial Les Arcades, 1, impasse Dordac, 31650 Saint-Orens de Gameville, est autorisé à établir un débit de boisson temporaire, Centre Commercial Les Arcades, 1, impasse Dordac, à Saint Orens de Gameville, à l'occasion d'une Manifestation Commerciale :

- Le dimanche 03 juin 2018, de 12h00 à 19h00.

A charge par le demandeur de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des Débits de Boissons.

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

**Madame le Maire de Saint-Orens,
Par délégation.**

Serge JOP
Adjoint au Maire

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03 mai 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT.

En publication, affichage ou notification le :



Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu L'article L2122-32 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu L'article L2122-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu Les articles 4 et 5 de l'Instruction Générale relative à l'Etat Civil,

Considérant qu'il importe de déléguer à :

Madame Caroline FALGAS épouse COLOMINA
Conseillère Municipale

Les pouvoirs d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 30 juin 2018 à 14 heures, entre :

Madame Vanessa BRASSEUR et Monsieur Xavier Pierre René BERTHÉLEMY.

ARRETE S/N° A 2018-230

ARTICLE 1

Madame Caroline FALGAS épouse COLOMINA est déléguée pour remplacer le Maire en son absence et par empêchement des Adjoints, aux fonctions d'Officier de l'Etat Civil pour la célébration du mariage du 30 juin 2018 à 14 heures, entre Madame Vanessa BRASSEUR et Monsieur Xavier Pierre René BERTHÉLEMY.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Saint-Orens de Gameville, est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- A l'intéressée.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 24/05/2018

En publication, affichage ou notification le :

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-4,
Vu le Code de la route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.411-5, R.411-8, R.411-18, R.411-25 à R.411-28, R.417-1, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et R.417-12,
Vu l'arrêté municipal de délégation de fonction et de signature n° 24174 du 02/06/2015, accordé à Monsieur Etienne LOURME – adjoint au Maire ;
Vu la permission de voirie de Toulouse Métropole N°T18SOG03680,
Vu la demande en date du 27/04/2018 d'Orange sis 45 rue de Soupetard 31000 TOULOUSE représenté par Monsieur Jean-Sébastien BEDIEE concernant une réparation de conduite télécom ;

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise SCOPELEC chargée de leur réalisation, sise 6 Impasse Bole 31670 LABEGE représentée par Monsieur Damien CERDAN, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

ARRETE S/N° A 2018-229

ARTICLE 1

L'entreprise SCOPELEC est autorisée à occuper le trottoir au droit du n°4 de l'Avenue de Toulouse.

ARTICLE 2

Le stationnement de tous les véhicules est interdit sur l'emprise du chantier.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I-8ème partie, "Signalisation temporaire") approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 est à la charge de l'entreprise chargée des travaux qui la met en place et l'entretient, de jour comme de nuit, jusqu'à l'achèvement des travaux.

ARTICLE 4

L'accès aux propriétés riveraines et l'écoulement des eaux doivent être constamment assurés.

ARTICLE 5

Les travaux et la modification de la circulation selon les dispositions énoncées sur le présent arrêté auront lieu le **14 au 25 mai 2018**.

ARTICLE 6

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Pour le Maire et par délégation,
L'adjoint aux travaux et à la voirie


Etienne LOURME

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : NEANT

En publication, affichage ou notification le :

Monsieur Serge JOP

Adjoint au Maire

Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

**ARRETE MUNICIPAL AUTORISANT LA POURSUITE D'EXPLOITATION DE
LA BOUTIQUE «JENNYFER»
ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC DE TYPE M – 1^{ère} Catégorie**

Le Maire de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.2212-2,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles R.123-1 à R.123-55, R.152-6 et R.152-7,

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP), dispositions générales,

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 1981 modifié portant approbation des décisions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public de type M,

Vu l'arrêté ministériel du 02 mai 2005 relatif aux missions, à l'emploi et à la qualification du personnel permanent des services de sécurité incendie des ERP et des Immeubles de Grande Hauteur (LGH).

VU la visite du 10/04/2018 effectuée par le groupe de visite de la Commission de l'Arrondissement de Toulouse pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P.

CONSIDERANT l'avis favorable de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur émis par procès-verbal du 24/04/2018, suite à la visite périodique effectuée le 10/04/2018,

ARRETE S/N° A 2018-228

ARTICLE 1 : L'établissement dénommé «JENNYFER», sis Centre Commercial LECLERC à Saint-Orens de Gameville, classé en type M de la 1^{ère} catégorie relevant de la réglementation des ERP est autorisé à poursuivre son exploitation.

ARTICLE 2 : La poursuite d'exploitation est conditionnée par la réalisation des prescriptions émises par la commission de sécurité du 24/04/2018.

ARTICLE 3 : La réalisation des prescriptions devra faire l'objet d'une information auprès du Maire.

ARTICLE 4 : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

ARTICLE 5 : Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 6

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **07 MAI 2018**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : **11 MAI 2018**

En publication, affichage ou notification le :

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de Saint-Orens de Gameville ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans les deux mois à compter de sa notification.

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVRE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 19/04/2018	
Par :	J&R IMMOBILIER
Demeurant à :	3 avenue de Gameville 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE
Représenté par :	Monsieur Rémy REZAG
Pour :	Installer 2 enseignes parallèles à la façade et 1 perpendiculaire à la façade, dont 2 sont lumineuses, pour une surface totale de 12,05 m ²
Sur un terrain sis :	3 avenue de Gameville 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

N° AP 031 506 18 0009

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 10/03/2017,

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 13 mars 2003,

CONSIDERANT que l'article R.581-59 du Code de l'Environnement impose que les enseignes lumineuses soient éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé,

ARRETE S/N° A 2018-222**ARTICLE 1**

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est ACCORDE sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

L'enseigne lumineuse prévue au projet doit être éteinte entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le :

11 MAI 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

15 MAI 2018

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

Demande déposée le 23/03/2018, complétée le 09/04/2018		N° PC 031 506 18 00009	
Par :	SCI LES 2 MATHS	Surface de plancher	
Demeurant à :	45 AVENUE DE TOULOUSE 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE	créée :	17.40 m ²
Représenté par :	Monsieur CASSIN PHILIPPE	existante :	250 m ²
Pour :	Extension d'un bâtiment et création d'un ascenseur	Destination :	
Sur un terrain sis :	45 AVENUE DE TOULOUSE BX 212	Bureaux	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

ARRETE S/N° A 2018-216

ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.


Serge JOP
Maire de Saint-Orens de Gameville
Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03 MAI 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 04 MAI 2018

En publication, affichage ou notification le : 11 MAI 2018

Observations :

1- La réalisation du projet donnera lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

2- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,

- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Demande déposée le 07/02/2018, complétée le 22/02/2018 et le 23/03/2018.		N° PC 031 506 18 00002	
Par :	Monsieur COURTIN Christophe et Madame RIZETTO Anne Line	Surface de plancher	
Demeurant à :	4 RUE DES MURIERS 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE	créée :	149.32 m²
Pour :	Construction d'une maison individuelle	Nb de logements :	1
Sur un terrain sis :	9 bis rue André Grézes lot B9-10 ZAC de Tucard BD 70p	Nb de bâtiments :	1
		Destination :	Habitation

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu la demande de permis de construire susvisée,

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur Serge JOP en date du 10/03/2017,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de Toulouse Métropole, Commune de Saint-Orens de Gameville approuvé le 30 mars 2005, révisé le 27 juin 2013 modifié le 14 avril 2016 et mis à jour le 1^{er} août 2016,

Vu la création de la ZAC de Tucard approuvée le 05/07/2004,

Vu l'avis favorable d'Oppidéa, en date du 28/03/2018,

Vu l'avis conforme de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 28/03/2018,

ARRETE S/N° A 2018-215

ARTICLE 1

Le permis de construire est ACCORDE pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.



Adjoint au Maire

**Urbanisme et Aménagement urbain,
Sécurité, Communication, Protocole,
Défense et Anciens combattants.**

Fait à Saint-Orens de Gameville le : **03 MAI 2018**

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le :

04 MAI 2018

En publication, affichage ou notification le :

11 MAI 2018

Observations :

1- Le présent arrêté ne vaut pas autorisation de raccordement au réseau public : le pétitionnaire devra donc se rapprocher de Toulouse Métropole – Direction Cycle de l'Eau avant le commencement des travaux.

A compter du raccordement effectif de la construction au réseau d'assainissement, une Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (P.F.A.C.) sera perçue auprès du propriétaire du bien, objet de la demande de raccordement, en application de la loi n°2012-354 de finances rectificative pour 2012, codifié à l'article L1331-7 du Code de la Santé Publique et instituée par délibération de Toulouse Métropole.

2- La réalisation du projet pourra donner lieu au versement de la Taxe d'Aménagement dont le permis de construire est le fait générateur.

Cette taxe sera liquidée ultérieurement par la Direction Départementale des Territoires de la Haute-Garonne.

La fiche de liquidation vous sera transmise par le Comptable du Trésor chargé d'en assurer le recouvrement.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- vous ne pouvez commencer vos travaux de démolition que quinze jours après la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, voire après la date de transmission au préfet si cette autorisation vous a été délivrée par une autorité décentralisée.

- si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.

- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté, ou de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGESOUVRAGES** : cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

- **DELAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. *(L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVRE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 18/04/2018		N° AP 031 506 18 0008
Par :	CSEFI	
Demeurant à :	9 rue des Bernières 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	
Représenté par :	Monsieur Francis HIPPOLYTE	
Pour :	Installer 1 enseigne, sur un mur de clôture, d'une surface de 1 m ²	
Sur un terrain sis :	9 rue des Bernières 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE	

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 10/03/2017,

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 13 mars 2003,

ARRETE S/N° A 2018-214**ARTICLE 1**

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est ACCORDE.

ARTICLE 2

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 03 MAI 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 04 MAI 2018

En publication, affichage ou notification le : 11 MAI 2018

POUR INFORMATION

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

**ARRETE PORTANT AUTORISATION
D'INSTALLATION D'ENSEIGNES**

DELIVRE PAR LE MAIRE
AU NOM DE LA COMMUNE

Demande déposée le 18/04/2018**N° AP 031 506 18 0007**

Par :	BESSON CHAUSSURES
Demeurant à :	1 rue des Frères Montgolfier 63170 AUBIERE
Représenté par :	Monsieur François GIREAU
Pour :	Installer 3 enseignes parallèles à la façade, dont 1 lumineuse, pour un total de 39,81m²
Sur un terrain sis :	5 Allée des Champs Pinsons 31650 SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu l'arrêté de délégation de fonction et de signature accordée à Monsieur JOP Serge en date du 10/03/2017,

Vu la demande d'autorisation préalable susvisée,

Vu le Code de l'Environnement, notamment ses articles L 581-1 et suivants, relatifs à la publicité, aux pré-enseignes et enseignes,

Vu le règlement Local de Publicité (RLP) approuvé le 13 mars 2003,

CONSIDERANT que l'article R.581-59 du Code de l'Environnement impose que les enseignes lumineuses soient éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé,

ARRETE S/N° A 2018-205**ARTICLE 1**

Le projet décrit dans la demande d'installation d'enseignes est ACCORDE sous réserve du respect des conditions particulières mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : PRESCRIPTIONS

L'enseigne lumineuse prévue au projet doit être éteinte entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera inscrit au Registre des Actes Administratifs de la Mairie et copie adressée à

- Monsieur le Préfet
- Aux intéressés.

Serge JOP



Adjoint au Maire
Urbanisme et Aménagement urbain
Sécurité, Communication, Protocole
Défense et Anciens combattants

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11 MAI 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 15 MAI 2018

En publication, affichage ou notification le :

POUR INFORMATION

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

-une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L. 2131-1 et L. 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.21312 du code général des collectivités territoriales.

DECISIONS

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.****26^{ème} Alinéa****DEMANDE DE SUBVENTION A****TOULOUSE METROPOLE****PROJET DE FORUM DE L'EMPLOI ET DE
LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code générale des collectivités territoriales et notamment son article L2121-22,
Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales (alinéa 26),

Considérant le projet de Forum 2018 de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
Considérant qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion de rechercher les subventions permettant de financer ce projet,

DECIDE S/N° D 2018-42**ARTICLE 1**

De solliciter, auprès de Toulouse Métropole, l'attribution d'une subvention, pour contribuer au financement du Forum 2018 de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE



Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/06/18

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 11/06/18

En publication, affichage ou notification le : 11/06/18

**DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L. 2122-22 DU C.G.C.T.****26^{ème} Alinéa****DEMANDE DE SUBVENTION A LA
REGION OCCITANIE
PROJET DE FORUM DE L'EMPLOI ET
DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code générale des collectivités territoriales et notamment son article L2121-22,
Vu la délibération n°73-2015 en date du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire, par délégation, de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et notamment les demandes d'attribution de subvention à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales (alinéa 26),

Considérant le projet de Forum 2018 de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
Considérant qu'il appartient à la commune, dans un souci de bonne gestion de rechercher les subventions permettant de financer ce projet,

DECIDE S/N° D 2018-41**ARTICLE 1**

De solliciter, auprès de la Région Occitanie, l'attribution d'une subvention, pour contribuer au financement du Forum 2018 de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,

Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 14/06/18

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le : 14/06/18

En publication, affichage ou notification le : 14/06/18

Concession n°: 2018023

Emplacement : 53

Date Echéance : 1er juin 2033

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la demande présentée par **M. COUMES Gilles Daniel Bernard** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 29 avenue Donadieu**, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium,

DECIDE S/N° D 2018-040

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de NINARET - AC, au nom de M. COUMES Gilles et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION QUINZENAIRE à compter du 1er juin 2018**.

ARTICLE 2

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **480,00 €**.

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

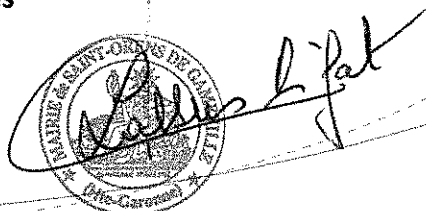
Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Madame Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux
Affaires Générales**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: 04 juin 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 27/06/18

Et publication, affichage ou notification le:



**DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NINARET - AC**

**Concession n° : 129
Emplacement : T/152
Date Echéance : perpétuelle**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),
Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,
Vu la demande présentée par **M. CAPEL André**, en date du 15 mai 2018, demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 21 rue du Palais**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° D 2018-039

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de NINARET - AC, au nom de M. CAPEL André, une parcelle de terrain de 3 mètres carrés supplémentaires, en ajout à la concession initiale n° 129 à vocation familiale et d'une durée PERPÉTUELLE, à compter du 15 mai 2018.

ARTICLE 2

Cette parcelle de terrain de 3 mètres carrés supplémentaires est accordée moyennant la somme totale de **2210,00 €**.

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

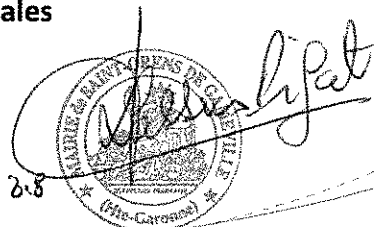
Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 28 mai 2018.

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Madame Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux
Affaires Générales**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: 28 mai 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 31 mai 2018

Et publication, affichage ou notification le: 15 JUIN 2018



**DÉCISION PRISE EN APPLICATION
DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE
GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS
TERRITORIALES**

2ème Alinéa – Fixation des tarifs du temps périscolaire méridien et des activités péri et extra-scolaires pour l'année scolaire 2018/2019

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge
Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22
du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des tarifs
des redevances des services publics locaux (alinéa 2),

Considérant que depuis le 1^{er} septembre 2017, les activités péri et extra-scolaires sont assurées par le biais d'une délégation de service public,

Considérant que dans le cadre d'une délégation de service public, il appartient à la commune déléguant le service de fixer les tarifs des activités correspondantes,

Considérant qu'il convient de déterminer les tarifs que le délégataire devra mettre en œuvre à compter du 1^{er} septembre 2018,

Considérant la nécessité de fixer également les tarifs du temps périscolaire méridien,

DECIDE S/N° D 2018-38

ARTICLE 1

De fixer, à compter du 1^{er} septembre 2018, les tarifs du temps périscolaire méridien comme suit :

Quotient familial		Maternelle			Elémentaire			Panier repas		
		Tarif appliqué	part anim°	part repas	Tarif appliqué	part anim°	part repas	Tarif appliqué	part anim°	part repas
1	Q ≤ 240	1,39 €	0,22 €	1,17 €	1,50 €	0,22 €	1,28 €	0,34 €	0,22 €	0,12 €
2	240 < Q ≤ 330	1,61 €	0,29 €	1,32 €	1,72 €	0,29 €	1,43 €	0,51 €	0,29 €	0,22 €
3	330 < Q ≤ 430	1,80 €	0,36 €	1,44 €	1,92 €	0,36 €	1,56 €	0,70 €	0,36 €	0,34 €
4	430 < Q ≤ 530	2,56 €	0,39 €	2,17 €	2,71 €	0,39 €	2,32 €	0,80 €	0,39 €	0,41 €
5	530 < Q ≤ 620	3,33 €	0,42 €	2,91 €	3,48 €	0,42 €	3,06 €	0,87 €	0,42 €	0,45 €
6	620 < Q ≤ 820	3,80 €	0,48 €	3,32 €	3,92 €	0,48 €	3,44 €	1,03 €	0,48 €	0,55 €
7	820 < Q ≤ 1000	3,97 €	0,55 €	3,42 €	4,13 €	0,55 €	3,58 €	1,21 €	0,55 €	0,66 €
8	1000 < Q ≤ 1300	4,19 €	0,61 €	3,58 €	4,38 €	0,61 €	3,77 €	1,38 €	0,61 €	0,77 €
9	Q > 1300	4,41 €	0,65 €	3,76 €	4,65 €	0,65 €	4,00 €	1,54 €	0,65 €	0,89 €

TARIF ADULTE 4,05 €
TARIF ENSEIGNANT 4,76 €

Le mode de paiement par CESU n'est valable que pour la part animation

Ces tarifs ne s'appliquent pas au personnel qui encadre les enfants sur le temps du repas

ARTICLE 2

De fixer, à compter du 1er septembre 2018, les tarifs des activités péri et extra-scolaires, à appliquer par le délégataire, comme suit :

1/ Droit d'inscription :

Forfait de 5€ annuels, par famille, quelque soit le nombre d'activités choisies.

2/ Accueil de Loisirs Associé à l'École (ALAE)

Le temps d'accueil n'est pas divisible, et se décompose de la façon suivante :

- Accueil du matin = de 7h30 à 9h, soit 1h30
- Accueil du soir = de 16h30 à 18h30, soit 2h (animation, intervention d'associations, atelier devoirs, APC)

La facturation est établie à la réservation, sur la base du temps d'accueil du matin et du soir et selon le nombre de semaines réservées (de 1 à 35 semaines). Elle est arrondie à deux décimales.

Possibilité de modification en cas de changement de situation ou de besoins.

Quotient familial		Tarif horaire
1	$Q \leq 240$	0,1093 €
2	$240 < Q \leq 330$	0,1421 €
3	$330 < Q \leq 430$	0,1749 €
4	$430 < Q \leq 530$	0,1913 €
5	$530 < Q \leq 620$	0,2078 €
6	$620 < Q \leq 820$	0,2405 €
7	$820 < Q \leq 1000$	0,2733 €
8	$1000 < Q \leq 1300$	0,3061 €
9	$Q > 1300$	0,3280 €

3/ Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH)

Le temps d'accueil est d'1/2 journée, non divisible, de 14h à 18h30.

La facturation est établie selon la présence.

Quotient familial		Tarif horaire
1	$Q \leq 240$	1,77 €
2	$240 < Q \leq 330$	2,40 €
3	$330 < Q \leq 430$	3,38 €
4	$430 < Q \leq 530$	3,80 €
5	$530 < Q \leq 620$	4,21 €
6	$620 < Q \leq 820$	4,93 €
7	$820 < Q \leq 1000$	5,55 €
8	$1000 < Q \leq 1300$	6,03 €
9	$Q > 1300$	6,46 €

ARTICLE 3

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,



Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 01/06/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 04/06/2018

Affichage le : 04/06/2018

Publication le : 04/06/2018

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**2ème Alinéa – Fixation des tarifs des
activités Sport'Orens pour l'année
scolaire 2018/2019**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge
Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22
du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des
tarifs des redevances des services publics locaux (alinéa 2).,

Considérant la nécessité de fixer les tarifs des activités Sport'Orens pour l'année scolaire
2018/2019,

DECIDE S/N° D 2018-37

ARTICLE 1

De fixer, à compter du 1^{er} Septembre 2018, les tarifs des activités Sport'Orens comme
suit :

2018/2019						
Tranche	QF	Journée type	Journée ski	Mini séjour 3jours/ 2 nuits	Mini-séjour 3j/2 nuits Neige	½ Journée type 4h
1	$Q \leq 240$	8,91	11,67	47,97	49,88	4,51
2	$240 < Q \leq 330$	10,89	14,52	58,07	61,5	5,45
3	$330 < Q \leq 430$	14,64	20,25	80,74	87,57	7,32
4	$430 < Q \leq 530$	15,58	21,91	86,06	93,69	7,79
5	$530 < Q \leq 620$	16,51	23,58	91,36	99,79	8,25
6	$620 < Q \leq 820$	18,38	26,08	102,07	112,1	9,19
7	$820 < Q \leq 1000$	20,04	28,96	112,79	124,43	10,05
8	$1000 < Q \leq 1300$	22,24	31,99	124,86	138,3	11,17
9	$Q > 1300$	24,32	35,59	138,18	153,62	12,21
Extérieur		24,32	35,59	138,18	153,62	12,21

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au
Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-
Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/06/18

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 14/06/18

Affichage le : 14/06/18

Publication le :

DÉCISION PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**2ème Alinéa – Fixation des tarifs de
l'Ecole de Musique pour l'année scolaire
2018/2019**

Le Maire de la Commune de SAINT-ORENS DE GAMEVILLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge
Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22
du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de fixation des tarifs
des redevances des services publics locaux (alinéa 2).,

Considérant la nécessité de fixer les tarifs des activités de l'Ecole de Musique pour l'année
scolaire 2018/2019,

DECIDE S/N° D 2018-36

ARTICLE 1

De fixer, à compter du 1^{er} Septembre 2018, les tarifs des activités de l'Ecole de Musique
comme suit :

Quotient familial		Instruments		Formation musicale		Débutants enfants avec instrument associé
		Enfants	Adultes	Enfants	Adultes	
T1	Q ≤ 240	159,12 €	190,28 €	101,84 €	119,61 €	200,93 €
T2	240 < Q ≤ 330	190,94 €	229,42 €	121,99 €	141,35 €	240,96 €
T3	330 < Q ≤ 430	221,90 €	266,28 €	140,72 €	166,42 €	279,21 €
T4	430 < Q ≤ 530	243,27 €	291,86 €	154,82 €	181,32 €	306,53 €
T5	530 < Q ≤ 620	264,64 €	317,43 €	168,92 €	196,22 €	333,85 €
T6	620 < Q ≤ 820	288,59 €	345,49 €	184,70 €	214,16 €	364,43 €
T7	820 < Q ≤ 1000	311,68 €	383,34 €	202,00 €	230,73 €	395,53 €
T8	1000 < Q ≤ 1300	347,99 €	416,14 €	220,39 €	255,64 €	437,65 €
T9	Q > 1 300	373,46 €	438,47 €	232,00 €	274,34 €	466,21 €
Extérieurs		546,70 €		359,02 €		697,40 €
Ateliers de pratique amateur sans cours d'instrument : 90 Euros						
Droit inscription : 35 Euros						
Abattements						
Jardin musical, Initiation CP : Formation musicale -30%						
Débutants enfants (ateliers découvertes) : Formation musicale + instrument -30 %						
Familles : 2 ème élève : -10 % / 3 ème élève : - 20 % / 4 ème élève : - 30 %						

ARTICLE 2

D'inscrire la présente décision au registre des délibérations pour en rendre compte au Conseil Municipal et d'en adresser une expédition à Monsieur le Préfet de Haute-Garonne.

Madame le Maire de Saint-Orens,


Dominique FAURE

Fait à Saint-Orens de Gameville le : 11/06/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en préfecture le : 14/06/18

Affichage le : 14/06/18

Publication le :

**DECISION PRISE EN APPLICATION DE
L'ARTICLE L.2122-22 DU C.G.C.T.
8ème alinéa - CONCESSION DE TERRAIN
DANS LE CIMETIERE COMMUNAL DE NAZAN**

**Concession n° : 2018022
Emplacement : U/10
Date Echéance : 11 mai 2033**

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,
Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),
Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,
Vu la demande présentée par **M. SEGATO Jonathan, Philippe** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 29 boulevard du Libre Echange**, et tendant à obtenir une concession de terrain,

DECIDE S/N° D 2018-035

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de NAZAN, au nom de M. SEGATO Jonathan, et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION QUINZENAIRE** à compter du **11 mai 2018**

ARTICLE 2

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **1305,00 €**.

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 15 mai 2018

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Madame Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux
Affaires Générales**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: 25/05/2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 26/05/2018

Et publication, affichage ou notification le: 15 JUIN 2018



Concession n°: 2018021

Emplacement : 25

Date Echéance : 30 avril 2033

Le Maire de la ville de Saint-Orens-De-Gameville,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-22,

Vu la délibération n°73-2015 du 29 septembre 2015 par laquelle le Conseil Municipal charge Madame le Maire par délégation de prendre les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales notamment en matière de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières (alinéa 8),

Vu l'arrêté n°24531 du 02 octobre 2015, par lequel subdélégation de signature est donnée à Madame Josiane LASSUS PIGAT, conseillère municipale, pour les décisions de délivrance et de reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la demande présentée par **Mme FALGAS Caroline (épouse COLOMINA)** demeurant à **SAINT-ORENS-DE-GAMEVILLE, 2 Hameau de Cayras**, et tendant à obtenir une concession de case de columbarium ,

DECIDE S/N° D 2018-034

ARTICLE 1

Il est accordé, dans le cimetière de Ninaret NCI , au nom de Mme COLOMINA Caroline et à l'effet d'y fonder la sépulture particulière à vocation **Familiale** : une **CONCESSION QUINZENAIRE** à compter du **30 avril 2018**.

ARTICLE 2

Cette concession est accordée à titre de **concession nouvelle**, moyennant la somme totale de **480,00 €**.

ARTICLE 3

Les droits de timbre et d'enregistrement de la présente décision demeurent à la charge du titulaire de la concession.

ARTICLE 4

La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et il en sera rendu compte au Conseil Municipal.

Un exemplaire sera adressé à Monsieur Le Préfet de la Haute-Garonne, au Trésor Public et à l'intéressé(e).

Fait à Saint-Orens-De-Gameville, le 4 mai 2018.

**Pour le Conseil et par subdélégation,
Madame Josiane LASSUS PIGAT
Conseillère municipale déléguée aux
Affaires Générales**

Fait à Saint-Orens de Gameville le: 14 mai 2018

Acte rendu exécutoire après transmission en Préfecture le: 14 mai 2018

Et publication, affichage ou notification le: 15 JUIN 2018

